

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE PRISE DE NOTES ET TRANSCRIPTIONS DES PROJETS DE PROCES-VERBAUX DES INSTANCES PARITAIRES REGIONALES POUR FRANCE TRAVAIL HAUTS-DE-FRANCE**

Procédure prévue à l'article R. 2123-1 1° du code de la commande publique

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE REPONSE :  
21 MARS 2025 A 16H00**

## I. - OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE

### I.1 – Procédure de passation et objet de la consultation

Passée selon la procédure adaptée prévue à l'article R. 2123-1 1° du code de la commande publique, la présente consultation vise à la conclusion d'un marché public de services ayant pour objet la réalisation de prestations de rédaction de transcriptions des procès-verbaux ou documents assimilés des Instances Paritaires Régionales (IPR), pour la Direction Régionale de France Travail Hauts-de-France.

Les prestations consistent en la prise de notes par un rédacteur sur place avec enregistrement de l'ensemble des débats ou des interventions (y compris la présentation des documents en séances) et la rédaction des transcriptions exhaustives des projets de procès-verbaux ou documents assimilés, épurée des erreurs de français, de syntaxes, des onomatopées, des reformulations, des hésitations et des répétitions, au style indirect, avec identité de leurs auteurs, telles que ces prestations sont décrites au contrat.

Les séances, objet des prestations, auront une durée d'une demi-journée (environ 4 heures) et à titre exceptionnel, d'une durée d'une journée (environ 8 heures).

### I.2 – Forme et durée du marché

Le marché public prend la forme d'un accord-cadre exécuté par émission de bons de commandes conformément aux dispositions des articles R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique et traité à prix unitaire (tarif horaire). Il est conclu avec un unique Titulaire et avec des minimum et maximum exprimés en quantité définis en nombre de séances auxquelles s'appliquent les prestations visées en objet, quelle que soit la durée de la séance.

En cas de reconduction, le taux de variation, à la hausse comme à la baisse, de ce seuil maximum est au plus égal, pour la deuxième période contractuelle, à 30% par rapport au seuil maximum défini pour la première période contractuelle et, pour la troisième période contractuelle, à 20% par rapport au seuil maximum défini pour la deuxième période contractuelle et, pour la quatrième période contractuelle, à 20% par rapport au seuil maximum défini pour la troisième période contractuelle.

Sous réserve des dispositions de l'article X du Contrat, le marché est conclu à compter de sa date de notification, pour une période ferme de 12 mois, puis reconductible tacitement trois fois pour une période d'un an calendaire chacune, sans que sa durée globale n'excède 4 années.

## II. - MODALITES DE REPONSE A LA CONSULTATION

### II.1 - Contenu du dossier de réponse

Le complet dossier de réponse, obligatoirement rédigé en langue française, comprend l'ensemble des pièces ci-après énumérées :

- 1°) le **Document de candidature**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation.

- 2°) le **Contrat**, dûment complété à la rubrique A de ses dispositions particulières et auquel est joint un relevé BIC IBAN correspondant au compte bancaire ou postal dont les coordonnées sont indiquées à la rubrique B de ces dispositions particulières.
- 3°) la **Proposition technique** du candidat, établie conformément au cadre de réponse joint au dossier de la consultation.
- 4°) les **Bordereaux des prix unitaires** (BPU), établis conformément aux documents joints au dossier de la consultation. Les prix prennent la forme définie aux Bordereaux des prix et sont établis conformément aux dispositions de l'article VII.1 du Contrat.
- 5°) dans le cas où, à la remise du dossier de réponse, le candidat envisage de sous-traiter une part des prestations objet du marché, pour chaque sous-traitant, une **Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement**, établie conformément au document joint au dossier de la consultation.

Les pièces énumérées au présent article n'ont pas à être signées lors de la transmission du dossier de réponse. **Seul l'attributaire pressenti du marché public est tenu de signer**, préalablement à l'attribution du marché, certaines de ces pièces dans les conditions fixées à l'article VI.3 du présent Règlement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ont la possibilité de justifier de leur capacité économique, financière, technique et professionnelle à exécuter le marché public auquel il est candidaté par celles d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux et ces autres opérateurs, y compris la sous-traitance ou l'appartenance à un groupe. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités ne prennent pas part à l'exécution des prestations, la demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est de plus produite par chacun de ces autres opérateurs économiques. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités prennent part à l'exécution des prestations, il s'agit alors de sous-traitants. Les informations relatives à ce ou ces sous-traitants sont produites dans la demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. Dans tous les cas, le candidat rapporte en outre la preuve qu'il dispose de la capacité de chacun de ces autres opérateurs économiques pour l'exécution du marché public auquel il est candidaté, ce par tout moyen, par exemple un engagement écrit de chacun de ces autres opérateurs économiques.

L'attention des candidats est également attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur dossier de réponse, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au bordereau de prix figurant à la rubrique IV du cadre de réponse.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'ils ont toute possibilité soit de compléter directement le cadre de réponse, soit d'établir leurs propres supports de réponse à la condition de fournir l'ensemble des informations sollicitées dans le cadre de réponse.

## **II.2 - Demandes de renseignements complémentaires**

Les candidats ont la possibilité de demander des renseignements complémentaires. Ces demandes doivent exclusivement être adressées *via* le profil d'acheteur accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et ce **au plus tard le vendredi 21 février 2025**, la date de réception faisant seule foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.

### II.3 - Variantes et durée de validité des offres

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

La durée de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article II.4 du présent règlement de la consultation.

### II.4 - Modalités de transmission et date limite de réception des dossiers de réponse

La date limite de réception des dossiers de réponse est fixée au **vendredi 21 mars 2025 à 16h00**.

Aucun dossier de réponse ou élément du dossier de réponse ne sera admis après cette date et l'heure de réception, y compris s'agissant de la copie de sauvegarde.

#### II.4.1. - Obligation de transmission par voie dématérialisée

Les candidats transmettent leur complet dossier de réponse (comportant les pièces énumérées à l'article II.1 du présent règlement de la consultation) par voie électronique via le profil d'acheteur accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats ne sont pas autorisés à remettre leur dossier de réponse sous forme papier.

Dans ce cadre, l'attention des candidats est attirée sur les avertissements et recommandations techniques suivants :

- programme malveillant : France Travail n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Il est par suite recommandé aux candidats de vérifier leurs fichiers avec un antivirus performant et à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse ;
- format des fichiers : les candidats reconnaissent être informés que les fichiers au format .exe ou .bat ne sont pas autorisés. Il est par ailleurs recommandé de ne pas utiliser certains outils, notamment les macros. Enfin, les candidats sont avertis qu'il est inutile de compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur ;
- nom des fichiers : afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : °, / \*, et de privilégier les caractères alphanumériques ;
- lisibilité : dans l'hypothèse où les candidats prévoient de scanner des documents, ils doivent s'assurer d'une définition suffisante garantissant leur lisibilité ;
- délai de transmission : le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du dossier de réponse, engendrant un risque de réception après la date et l'heure limites de réception mentionnée au présent article. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse complet génère l'accusé de réception valant attestation de dépôt.

#### II.4.2. - Copie de sauvegarde

Les candidats ont la faculté de, à titre de copie de sauvegarde, également transmettre un exemplaire de leur complet dossier de réponse sur support physique électronique (Cédérom, clé USB, DVD-Rom ...) ou sur support papier. Les avertissements et recommandations techniques mentionnées à l'article II.4.1 sont applicables aux copies de sauvegarde remises sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde doit être transmise sous enveloppe cachetée sur laquelle sont portées les mentions « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde », « Marché de services de prise de notes et transcriptions des projets de procès-verbaux des instances paritaires régionales pour France Travail Hauts-de-France », ainsi que le nom du candidat. Elle peut être soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou tout moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de leur réception et de garantir leur confidentialité), soit remise en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, à l'adresse suivante :

France Travail Hauts-de-France  
Service Achats et Marchés  
28/30 rue Elisée Reclus  
59650 Villeneuve d'Ascq

La copie de sauvegarde doit être reçue au plus tard à la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article II.4.. Sous cette réserve, elle est ouverte, dans les conditions prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de réponse transmis ou lorsqu'il est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à la condition que sa transmission ait commencé avant la date et l'heure limites de réception des dossiers de réponse.

Les candidats n'ont pas à signer les pièces énumérées à l'article II.1 du règlement de la consultation lors de la transmission de leur dossier de réponse. **Seul l'attributaire pressenti du marché est tenu de signer** ces pièces, préalablement à l'attribution du marché, dans les conditions fixées à l'article III.2.2 du règlement de la consultation.

## II.5 - Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une part des prestations de services objet du marché à conclure dans le cadre de la consultation sous réserve de se conformer strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques dans les conditions fixées aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique. Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché conclu. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du marché public conclu. Les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Le mandataire du groupement, désigné au contrat parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché public.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que dans le cadre de la présente consultation un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs candidatures et offres en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel.

Conformément à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des dossiers de réponse et la date de

signature du marché public auquel le groupement est candidat qu'en cas d'opération de restructuration de société ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à France Travail l'autorisation de continuer à participer à la procédure en proposant le cas échéant à son acceptation un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou en justifiant de ses capacités par un ou plusieurs nouveaux opérateurs économiques ne prenant pas part à l'exécution des prestations, en produisant les éléments mentionnés au présent règlement de la consultation. France Travail se prononce sur cette demande après examen de la capacité économique et financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation et nouveaux opérateurs économiques par lesquels il justifie de ses capacités.

### **III. - MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC**

#### **III.1 - Négociation et sélection des offres**

Les offres inappropriées ou anormalement basses au sens des articles L.2152-4 et R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique sont rejetées. Sous cette réserve, et après première analyse des offres sur la base des critères pondérés d'attribution du marché public ci-après énumérés, France Travail engage des négociations avec l'ensemble des candidats ayant présenté une offre, à l'exception des candidats dont l'offre est inappropriée ou anormalement basse. Les négociations portent sur l'offre technique figurant au cadre de réponse et sur le prix.

A la suite des négociations, le candidat remet son offre finale selon les modalités précisées lors des négociations. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils disposent d'un délai de quatre (4) jours calendaires, à compter de la tenue des négociations, pour remettre leur offre finale.

Le cas échéant après conduite de ces négociations, le marché public sera attribué sur la base des critères pondérés ci-après énumérés :

- 40% pour la valeur technique appréciée sur la base de :
  - 11% pour la composition, niveau d'étude, expérience et technicité de l'équipe « intervenants » affectée à l'exécution des prestations ;
  - 11% pour le(s) moyen(s) matériel(s), la(les) modalité(s) d'organisation et technique(s) de prise de notes proposé(s) en séance
  - 15% pour les modalités de gestion des absences et des retards par le candidat
  - 3% pour la qualité rédactionnelle d'un extrait anonymisé d'une transcription de prise de notes
- 60% pour le prix apprécié sur la base de :
  - 55% pour le prix à la demi-journée
  - 5% pour le prix à la journée

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que France Travail se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sans négociation.

## **III.2 - Justificatifs et moyens de preuve à produire avant notification du marché public**

### **III.2.1 - Justificatifs et moyens de preuve**

Préalablement à toute notification, le candidat auquel France Travail envisage d'attribuer un marché est tenu de prouver qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ainsi que le cadre de réponse établi conformément au document joint en annexe 2, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet aux rubriques I.7 et, le cas échéant, II.6. Celles de ces pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les pièces que France Travail peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, s'il fournit dans le document de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et si son accès est gratuit. Dans le cadre de la consultation, les candidats ne sont en outre pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à France Travail Hauts-de-France dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

### **III.2.2 - Documents contractuels signés**

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché est également tenu de produire un exemplaire du contrat joint en annexe 1 et, le cas échéant, de la ou les Demandes d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, daté et signé par la ou les personnes ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, et dans le cas où le mandataire est habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le contrat est signé par le seul mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement.

En cas de sous-traitance, lorsque le sous-traitant est proposé par un membre d'un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique et quel que soit le membre du groupement proposant le sous-traitant, la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est signée par le sous-traitant et par le mandataire du groupement si celui-ci est habilité par les autres membres à les représenter dans le cadre de la procédure de passation ; cette demande est signée par le sous-traitant, le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.

Les pièces peuvent être signées électroniquement au moyen d'un certificat électronique en cours de validité.

Le certificat de signature doit être :

- soit un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification

- électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur ;
- soit un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, répondant aux exigences du même règlement.

Toutefois, les certificats électroniques délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics sont acceptés jusqu'à la date de leur expiration.

Seuls les formats de signature XAdES, PAdES et CAdES sont acceptés.

Un outil de création de signature est disponible sur le profil d'acheteur.

Sauf dans le cas où ils utilisent un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et l'outil de création de signature proposé par le profil d'acheteur, les candidats joignent le mode d'emploi permettant de vérifier la validité de la signature.

### **III.2.3 - Modalités de transmission**

L'ensemble des pièces visées aux articles III.2.1 et III.2.2 du règlement de la consultation sont transmises *via* le profil d'acheteur (accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>). La date limite de réception de ces pièces est le cinquième jour ouvré à compter du lendemain de la date de réception de la demande *via* le profil d'acheteur.

### **III.2.4 – Demandes de renseignements complémentaires**

Les demandes de renseignements complémentaires sont adressées *via* le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au 21 FEVRIER 2025, la date de réception faisant foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.